

La politique sous la dictature argentine

Le Processus de réorganisation nationale ou la tentative inachevée de refonte de la société (1976-1983)

Paula Canelo

L'Argentine connut, entre 1976 et 1983, une série de dictateurs issus des forces armées. Tout en prétendant lutter contre la « subversion », ces militaires développèrent un programme visant à « réorganiser » la société argentine sur de nouvelles bases. On sait ce qu'il en advint : la défaite dans la guerre des Malouines comme la grave crise économique que subit le pays les amenèrent à quitter le pouvoir tout en signant leur échec. C'est cette faillite politique, liée en grande partie aux dissensions internes à l'armée, que l'article ici présenté entend retracer.

Noël 1976 : le général Jorge Rafael Videla, commandant en chef de l'armée de terre argentine, s'adresse au gouvernement constitutionnel d'Isabel Perón pour exiger une « solution » urgente à la crise qui affecte le pays : « Fort du droit que lui confère le sang versé par ses fils héroïques et martyrs, l'armée de terre argentine réclame avec autant d'angoisse que de fermeté une prise de conscience immédiate¹. »

L'avertissement reflétait tant le climat de profonde crise politique, sociale et économique qui secouait l'Argentine en ce milieu des années 1970 que l'isolement et l'évolution erra-

tique du gouvernement péroniste. Il annonçait également l'imminence d'un coup d'État militaire². « Le parti péroniste n'a pas pris clairement position face à la crise », titrait le journal *Clarín*³ ; « Mouvement de troupes. Pendant ce temps, les hommes politiques continuent leurs discussions », informait de son côté *Crónica*⁴. Selon *La Opinión*, la violence se déchaîne : « un mort toutes les cinq heures, une bombe toutes les trois heures » ; « une Argentine sans réaction face au massacre »⁵.

Le coup d'État du 24 mars 1976, conduit par une nouvelle direction militaire et divers courants de la droite civile, marque le début de l'expérience autoritaire la plus dévastatrice de l'histoire argentine : le Processus de réorganisation nationale autoproclamé. À la différence des gouvernements militaires antérieurs, le Processus vise la refonte profonde de la société, un processus passant notamment par la création d'une nouvelle « classe dirigeante », l'instauration d'un nouvel ordre politique et social, l'institutionnalisation du rôle de l'armée comme

(2) Au sujet du gouvernement péroniste entre 1973-1976, voir, entre autres, Richard Gillespie, *Soldados de Perón : los Monstruos*, Buenos Aires, Grijalbo, 1987 ; Silvia Sigal et Eliseo Verón, *Perón o muerte*, Buenos Aires, Hyspamérica, 1988 ; Juan Carlos Torre, *Los sindicatos en el gobierno 1973-1976*, Buenos Aires, CEAL, 1989.

(3) *Clarín*, 20 février 1976.

(4) *Crónica*, 23 mars 1976.

(5) *La Opinión*, 19 et 23 mars 1976.

(1) *La Opinión*, 26 décembre 1975.

arbitre du système politique, le rassemblement de la société autour des « valeurs nationales » et la restructuration du modèle d’industrialisation par substitution des importations selon les principes du libéralisme économique.

Cet article se propose d’expliquer pourquoi et comment les profondes divergences internes à la dictature, qui touchèrent tous les secteurs, ont empêché les militaires d’atteindre les objectifs qu’ils s’étaient initialement fixé, tout particulièrement sur le plan politique.

Quels étaient ces objectifs politiques et comment ont-ils évolué au cours des différentes présidences ? Quelle place occupaient-ils dans le « dessein » de ce gouvernement autoritaire, par rapport à la politique économique et la « lutte antisubversive » ? Quelle force détenait chacun des groupes à l’intérieur du régime militaire et de quelle manière leurs affrontements ont-ils concouru à l’échec du projet politique ? Quels ont été les principaux facteurs de cohésion et de légitimation du régime militaire ? Quel rôle a joué la classe politique argentine de ce point de vue ? En résumé, quelles ont été les caractéristiques de la politique sous la dictature ?

Deux lectures du Processus de réorganisation nationale

La tâche que s’étaient assigné les militaires du Processus était indéniablement exceptionnelle et les moyens mis en œuvre pour assurer la cohésion autour du gouvernement autoritaire conséquents. Les différents corps d’armée se sont tout d’abord rassemblés derrière la doctrine de la sécurité nationale, directement inspirée des expériences de « lutte antisubversive » menées par l’armée française en Indochine et en Algérie. Selon cette doctrine, le militaire latino-américain avait pour nouvelle mission de préserver les « frontières idéologiques » et de lutter contre « l’ennemi intérieur ». La grande majorité des militai-

res putschistes avaient appartenu au camp des colorados. Contrairement aux militaires azules¹ qui avaient dirigé le gouvernement de la Révolution argentine entre 1966 et 1973, ils ne considéraient pas le péronisme comme une « digue » contre le communisme, mais comme un mouvement « corrompu » et « démagogique » qui avait introduit la « subversion » dans le gouvernement et l’État. Enfin, « l’antipopulisme » soudait militaires et civils, en accord sur le fait qu’il était aussi impératif d’anéantir la « subversion » que de démanteler les structures populistes et d’en proscrire les pratiques.

Cependant, les acteurs du Processus demeuraient profondément divisés. Sur le plan économique, le gouvernement affrontait deux écueils : au sein de l’armée, divers groupes s’opposaient aux mesures de « déséatisation » des libéraux, dont ils réussirent à modifier le cours de façon significative ; l’équipe économique se divisa par ailleurs entre « libéraux traditionnels » et « libéraux technocrates »².

Mais la fragmentation interne était plus évidente encore sur le plan politique. Le front militaire, en apparence monolithique, abritait en son sein des groupes en désaccord sur la finalité du régime. Les « durs » refusaient la participation des organisations civiles tout en défendant un modèle de société corporatiste et une politique économique développementiste. Les « modérés », principaux partisans des réformes de libéralisation de l’économie, affirmaient que la « convergence entre civils et militaires » ne

(1) « Azules » et « Colorados » sont les noms donnés aux deux groupes militaires qui avaient surgi après le renversement de Juan Domingo Perón en 1955. Porteurs de conceptions différentes du péronisme, ils s’étaient affrontés militairement entre 1962 et 1963, affrontement qui s’est poursuivi par la suite.

(2) Paula Canelo, *El Proceso en su laberinto : la interna militar de Videla a Bignone*, Buenos Aires, Prometeo, 2008 ; Mariana Heredia, « El Proceso como bisagra : emergencia y consolidación del liberalismo tecnocrático : FIEL, FM y CEMA », in Alfredo Pucciarelli (coord.), *Empresarios, tecnócratas y militares*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2004, p. 313-382.

pouvait qu'être postérieure à la création d'une « nouvelle classe dirigeante », mais ils jouèrent un rôle modérateur lorsque les tensions entre les autres groupes s'exacerberent. Les Policistas (la faction politique), enfin, considéraient les organisations civiles comme des interlocuteurs valables et s'opposaient à une politique économique risquant d'accroître l'isolement du régime.

Cette complexité interne n'a pas été saisie par les deux grandes lectures qui prédominent dans le débat intellectuel sur la dictature. La première accorde une importance particulière au facteur économique, proposant des explications de type « systémique » ou « instrumental » influencées par les paradigmes marxistes et structuralistes hégémoniques dans les sciences sociales latino-américaines des décennies 1960 et 1970¹. Le régime militaire ne serait alors que « l'instrument » d'adaptation du capitalisme local à la dynamique du « capital financier international », ou bien la conséquence de la « stratégie impérialiste » des États-Unis d'Amérique, voire le « bras armé » des intérêts socio-économiques de groupes locaux (« l'oligarchie financière », la bourgeoisie de la Pampa, « les grands groupes économiques », etc.).

La seconde lecture considère la dictature comme l'expression du mal absolu, ce qui semble à première vue évident au regard de son infâme politique répressive. Cette vision alimente la persistance, au sein du « régime de la mémoire² » sur le terrorisme d'État, d'un ensemble de métaphores associées à la « monstrosité », formalisées dans le document *Nunca más* (plus jamais)³ et dans la théorie ainsi appé-

lée « des deux démons⁴ ». La notion de monstrosité contribue ainsi à nourrir l'idée que le régime autoritaire a joui d'un pouvoir absolu et monolithique.

Dans ce travail, nous prenons nos distances avec ces deux interprétations dominantes pour aborder le Processus comme une expérience de refonte de la société certes, mais une expérience inachevée. Et l'examen des présidences successives des généraux Videla, Viola, Galtieri et Bignone, entre 1976 et 1983, nous permet de comprendre la nature politique complexe et dynamique du Processus.

Videla ou le temps de la « remise en ordre »

Les deux présidences successives du général Jorge Rafael Videla (24 mars 1976-29 mars 1981) sont marquées par la priorité accordée aux tâches dites de « remise en ordre » : la « lutte antisubversive », et la politique économique du ministre José Alfredo Martínez de Hoz et de son équipe. La « lutte antisubversive » constitue, au cours de cette période, non seulement le principal moyen de cohésion institutionnelle de l'armée, mais également l'élément essentiel de la légitimation du régime militaire.

Vers la fin du mois de janvier 1976, les principales organisations armées, les Montoneros et l'Ejercito revolucionario del pueblo (Armée révolutionnaire du peuple), sont vaincues militairement⁵. Cependant, « l'ennemi absolu » que les militaires prétendaient combattre impliquait de mener une « ultime guerre finale

(1) Paula Canelo, *op. cit.*, p. 17-35.

(2) Emilio Crenzel, *La historia política del Nunca más : la memoria de las desapariciones en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008, p. 24.

(3) « Nunca más » est le rapport final de la Commission nationale sur la disparition des personnes, une commission de personnalités, créée par le gouvernement Alfonsín, pour recevoir les plaintes et les preuves du terrorisme d'État.

(4) La « théorie des deux démons » attribue la responsabilité de la violence politique en Argentine pendant cette période à l'affrontement entre deux terroristes, l'un d'extrême gauche et l'autre d'extrême droite, innocentant ainsi la société argentine dans son ensemble ou la considérant comme étrangère à ces faits.

(5) Daniel Frontalini et María Cristina Caiati, *El mito de la guerra sucia*, Buenos Aires, CELS, 1984.

de l'humanité¹ ». Le caractère exceptionnel de la menace justifiait, outre des méthodes répressives légales, le recours à des « méthodes non conventionnelles » : le passage de certaines agences de l'État à la clandestinité et l'activité de « *grupos de tareas* » (littéralement groupes de travaux). Ces militaires se chargeaient d'enlever, d'interroger et de torturer des suspects sur tout le territoire national, créant et gérant des centres de détention clandestins généralement situés dans des enceintes militaires ou policières². La répression illégale a joué un rôle central dans le renforcement du pouvoir militaire et dans sa répartition entre les différentes armes : l'implication de l'armée dans son ensemble affermissait, à travers ce « pacte de sang », sa cohésion interne et la part de pouvoir échéant à chaque corps était proportionnelle à la participation « au massacre répressif³ ».

Cependant, à la fin de l'année 1976, le général Albano Harguindeguy, ministre de l'Intérieur, annonça pour une date prochaine la « victoire définitive sur les subversifs⁴ ». Il signait ainsi la fin de « la lutte antisubversive » comme principal ressort de légitimation du régime, et obligeait ce dernier à s'engager sur un contenu plus politique. Le régime commence alors à mettre un terme à l'épisode de la « guerre interne », en construisant la figure de la « campagne anti-argentine »⁵, affirmant sa volonté d'instaurer une « démocratie représentative républicaine

et fédérale » et annonçant l'élaboration immédiate d'un projet politique *ad hoc*.

Ce besoin prématûr d'avancer dans la définition des objectifs politiques du régime coïncide, paradoxalement, avec celui de « récompenser », pour leur travail, les « seigneurs de la guerre », c'est-à-dire les principaux responsables de la répression sur le terrain. Par conséquent, et contredisant son prêche libéral et anti-étatiste, le gouvernement crée un ministère au Plan chargé de rédiger un Projet national et le confie au général Ramón Genaro Díaz Besone, commandant du deuxième corps et membre de la branche « dure » de l'armée de terre. Le Projet national mêlait défense du développement économique, afin de « préserver le pouvoir de décision national face à l'action des pays développés et des multinationales⁶ » et mépris envers la représentation partisane, en accordant une importance extrême aux « corps intermédiaires » et en fixant la durée minimale du régime à douze ans⁷. Le ministère au Plan ne survécut ni au faible soutien des forces armées à son Projet national, ni au changement de politique des États-Unis sur la question des droits de l'Homme, lié à l'arrivée des démocrates au pouvoir, qui contraignit le gouvernement argentin à clore au plus vite la phase de répression. Il pâtit enfin du fait que le pouvoir de décision en matière économique se trouvait au ministère de l'Économie, entre les mains de son « superministre ». En novembre 1978, le ministère au Plan, transformé en secrétariat d'État, fut rattaché à la présidence de la République.

En raison de l'échec du Projet national, les militaires doivent entamer un processus de « conciliation » des différentes positions politiques en présence au sein de l'armée, en deux étapes. Durant la phase dite de « concilia-

(1) Carl Schmitt, *El concepto de lo político*, Mexico, Folios, 1984, p. 33.

(2) Carlos Acuña et Catalina Smulovitz, « Militares en la transición argentina : del gobierno a la subordinación constitucional », in VVAA, *Juicio, castigos y memorias*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1993, p. 19-99.

(3) Hugo Vezzetti, *Pasado y presente : guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002, p. 158 *sq.*

(4) *La Nación*, 28 novembre 1976.

(5) Dans la version officielle, la « subversion » vaincue lors de la « guerre interne » se réfugie à l'étranger où elle lance une campagne de dénonciation erronée des violations des droits de l'Homme, dans le but d'isoler l'Argentine sur le plan international.

(6) Proyecto nacional, ministerio de Planeamiento, 25 mai 1977, p. 310.

(7) *Ibid.*, p. 354.

tion intracorps », chacun d'entre eux doit travailler à une proposition consensuelle, celle de « conciliation intercorps », aboutissant dans un second temps à synthétiser les différentes propositions dans un document commun, soumis ensuite à l'approbation de la junte militaire.

La marine termine son document, intitulé *Considérations sur le processus d'institutionnalisation et sur le Mouvement d'opinion national (MON)*, en octobre 1977. Ses objectifs politiques sont indissociables de sa volonté de s'imposer face à l'armée de terre et des ambitions présidentielles de son commandant en chef, l'amiral Emilio Eduardo Massera¹. Pour les marins, la priorité du Processus réside dans la « formation d'un Mouvement d'opinion national, large, dynamique [...] dirigé par des personnalités fidèles au régime [et] totalement neuves² ». La marine préconisait de commencer à envisager la « normalisation des organisations politiques [afin de pouvoir] prendre l'initiative d'une ouverture politique quand cela serait jugé nécessaire et/ou opportun³ ».

Dans le cas de l'armée de terre, l'élaboration d'une proposition commune s'annonçait ardue. En novembre 1977, la « faction politique » du secrétariat général de la Présidence rédige un document précisant que l'objectif principal du régime n'était pas la constitution du Mouvement d'opinion national mais l'annonce d'un calendrier politique concret. Le texte distinguait deux temps. Entre novembre 1977 et mars 1979, le régime devait procéder à la « sélection des interlocuteurs », à la définition des « mécanismes et des objectifs du dialogue » et à la « légitimation expresse [du calendrier] par référendum⁴ ». À partir de

mars 1979, se mettrait en place un ensemble de mesures permettant la prise de fonction, en mai 1983, d'un président « issu d'un accord entre civils et militaires⁵ ». Mais les propositions des « politiques » sont écartées du document final de l'armée de terre, connu sous le nom de *Fondements politiques de l'armée de terre pour le Processus de réorganisation nationale* et publié en mars 1978. Les généraux adoptent le point de vue des « modérés », méfiants à l'égard d'un rapprochement avec les civils :

« 2) Le PRN sera un processus que nous pouvons qualifier de “long”, c'est-à-dire sans limitation de temps programmée. 3) Une “sortie politique” comme par le passé est à écarter ; le sens profond du PRN implique la gestation d'une “descendance” qui conjugue nos idées et les développe depuis le pouvoir⁶. »

L'armée de terre et la marine s'accordent sur l'importance de la création du MON, sur l'établissement d'un « dialogue » avec les civils et leur incorporation progressive au gouvernement. Mais peu de précisions concernaient la manière dont ces objectifs devaient être atteints.

Le 26 juillet 1978, l'armée de l'air présente son plan, en accord avec celui des généraux et des amiraux quant à la nécessité de « créer » une équipe de direction fidèle aux idées du régime. Convaincus du pouvoir « souverain » du Processus, les aviateurs estimaient cependant que les forces armées devaient éviter tout dialogue avec les civils, qui « pourrait donner l'impression d'un manque de conviction ou d'une remise en cause par l'armée elle-même de l'autorité et de la légitimité de son propre pouvoir⁷ ».

(1) Paula Canelo, *op. cit.*, p. 78 *sq.*

(2) *Consideraciones sobre el proceso de institucionalización y el Movimiento de opinión nacional*, Armada Argentina, octobre 1977, p. 3 *sq.*

(3) *Ibid.*, p. 26-27.

(4) *Plan de acción política de la Propuesta de unión nacional*, secrétariat général de la Présidence, novembre 1977, p. 25 *sq.*

(5) *Ibid.*, p. 34.

(6) *Bases políticas del Ejército para el Proceso de reorganización nacional*, Ejército Argentino, mars 1978, p. 1-3 à 3-3.

(7) *Bases políticas para la Reorganización nacional*, Fuerza Aérea Argentina, 26 juillet 1978, p. 3.

En août 1978, débute la deuxième présidence du général Videla. Profitant de la popularité conférée par la victoire de l'Argentine au championnat du monde de football, les militaires se lancent dans l'élaboration d'une position commune entre les différents corps d'armée. Parallèlement, le régime hâte la fin de la phase répressive en invitant en Argentine la Commission interaméricaine des droits de l'Homme de l'Organisation des États américains.

Pendant ce temps, la scène politique intérieure se transforme lentement. Les forces politiques commencent à abandonner la passivité dans laquelle elles se sont réfugiées après le coup d'État en réclamant plus de dialogue et de participation à la vie politique, le rétablissement de l'État de droit et la modification de la politique économique, tout en reconnaissant le travail accompli dans la « lutte contre la subversion¹ ». À l'instar de ce qui se passe sur d'autres fronts de résistance à l'intérieur et à l'extérieur du régime – hormis les organisations de défense des droits de l'Homme –, les hommes politiques utilisent la politique économique comme principal « sujet d'opposition² », ce qui n'obéit pas les possibilités de négocier avec le gouvernement militaire.

Le projet politique définitif, appelé Fondements politiques de l'armée pour le Processus de réorganisation nationale, est enfin publié le 19 décembre 1979. Après presque quatre années de gouvernement, l'armée n'est en mesure de présenter aux civils que quelques points d'accord issus des discussions internes. Les « fondements doctrinaux » du document posent que le futur système politique doit permettre « l'alternance du pouvoir et son expression *sans interférences* [souligné dans le texte]

dans des courants d'opinion ». L'armée doit avoir « le droit de s'exprimer sur les décisions concernant les grandes questions engageant la nation, la stratégie et la sécurité nationales et la défense de la Constitution ». Le début du dialogue et la normalisation des partis politiques devaient intervenir « à partir du second semestre de l'année 1980 »³.

En réalité, le destin du projet politique s'est joué sur le plan économique. Le 26 mars 1980, le général Harguindeguy entame le « dialogue » avec les dirigeants politiques en les prévenant que « l'armée victorieuse ne doit pas être jugée et n'a, à l'issue de cette guerre, de compte à rendre à personne⁴ ». Mais, le lendemain, la banqueroute de la Banque d'échange régional, une des plus importantes de l'économie argentine, entraîne la crise définitive du plan économique.

À partir de 1981, l'érosion du pouvoir des « modérés », qui ont dominé les gouvernements de Videla, entraîne une alternance à la tête de l'État entre des groupes extrêmes. Pendant les présidences des généraux Viola, Galtieri et Bignone, « politiques » et « durs » vont tenter, par le biais de la négociation politique puis de la guerre, un retour au politique, afin de mettre un terme à un régime en décomposition.

L'échec de l'ouverture politique : la présidence de Viola

Le 29 mars 1981, le général Roberto Eduardo Viola devient président de la République. Dans un contexte de profonde crise économique et politique, le nouveau président, appuyé par une majorité de l'armée de terre et de l'armée de l'air, est contesté par la marine, les « durs » et les partisans des réformes économiques libérales⁵.

(1) Hugo Quiroga, *El tiempo del Proceso*, Rosario, Homo Sapiens, 2004 ; María de los Ángeles Yannuzzi, *Política y dictadura*, Rosario, Fundación Ross, 1996.

(2) María de los Ángeles Yannuzzi, *op. cit.*, p. 147 *sq* ; Marcos Novaro et Vicente Palermo, *La dictadura militar, 1976-1983*, Buenos Aires, Paidós, 2003, p. 56 *sq*.

(3) *La Nación*, 19 décembre 1979.

(4) *La Nación*, 22 mars 1980.

(5) *Somos*, 351, 10 juin 1983.

Le général Viola se proposait de renouveler les soutiens au régime par un rapprochement officiel avec les organisations politiques, syndicales et patronales. Ce moment d'extrême faiblesse pour le Processus est-il propice au changement ? Le nouveau président le suggère :

« Les partis politiques [...] sont des instruments adéquats pour canaliser les inquiétudes des citoyens [...]. Le temps est venu de leur donner les moyens légaux de remplir leur fonction [...]. Nous prenons acte de l'effort consenti, pendant ces cinq dernières années, par les organes représentatifs des travailleurs pour le maintien de la paix sociale [...]. Nous reconnaissons le droit aux organisations patronales de participer au Processus¹. »

Le rapprochement avec les civils se concrétise lors de la formation du gouvernement : le nombre de ministères passe de huit à treize et ils sont en majorité occupés par des hauts fonctionnaires civils. Le ministère de l'Économie est divisé en cinq portefeuilles et plusieurs représentants de la société civile sont nommés aux différents postes, dont des dirigeants de syndicats patronaux agricoles et industriels opposés à la « philosophie économique » du Processus². Parallèlement, le général Viola envisage des rapprochements avec les radicaux et les péronistes, reconnaissant à ces derniers, et pour la première fois, le statut « d'interlocuteur respectable³ ».

Ces premiers signes, cependant, rencontrent peu d'écho chez les dirigeants civils. En juillet 1981, cinq des partis politiques les plus importants (l'Union civique radicale, le parti justicialiste, le Mouvement intégration et développement, la Démocratie chrétienne et le parti intransigeant) se réunissent pour créer l'Assemblée pluripartite. À travers leur Appel au

pays, ils demandent le rétablissement de l'État de droit et de la Constitution, ainsi que l'élaboration d'un plan économique d'urgence, sans se prononcer toutefois sur la question de la « lutte contre la subversion⁴ ». En ce qui concerne les organisations patronales, la participation au gouvernement de certains dirigeants de quelques syndicats agraires et industriels a un double effet négatif. Non seulement le gouvernement n'arrive pas à en faire une force de soutien au régime mais leur présence contribue à éloigner le général Viola des secteurs financiers⁵. De leur côté, les dirigeants syndicaux d'opposition adoptent une ligne d'affrontements claire en appelant, le 22 juillet 1981, à la deuxième grève générale de la dictature.

Mais la véritable réaction aux propositions de Roberto Eduardo Viola se produit dans le camp militaire qui considérait le rapprochement avec les civils comme une trahison du Processus. En premier lieu, la junte militaire, alors composée du général Galtieri, de l'amiral Lambruschini et du brigadier Graffigna, fait montre de sa suprématie sur le président en nommant à ses côtés deux assesseurs réputés proches de Jorge Rafael Videla, les généraux Harguindeguy et Miatello, et en repoussant à 1982 l'approbation du statut des partis politiques⁶. En second lieu, le contexte de profonde crise économique limite sérieusement les marges de manœuvre du ministre de l'Économie, Lorenzo Sigaut, ce qui contribue à affaiblir plus encore le président en exercice. Enfin, les militaires à la retraite regroupés au sein du Centre des officiers de l'armée, pour qui le rapprochement avec le péronisme était une véritable provocation, exigent du président un « changement de cap » et la « proscription de l'idéo-

(1) *Clarín*, 31 mars 1981.

(2) Novaro y Palermo, *op. cit.*, p. 358.

(3) *Clarín*, 7 avril 1981.

(4) Ernesto López, *Ni la ceniza ni la gloria*, Buenos Aires, Universidad nacional de Quilmes, 1994, p. 39.

(5) Novaro y Palermo, *op. cit.*, p. 366.

(6) *Pautas de la junta militar al poder Ejecutivo (para el ejercicio de la acción de gobierno 1981/1984)*, s/f.

logie politique qui, sur la forme comme sur le fond, a engendré tant de maux¹ ».

Le 10 novembre 1981, après quelques mois seulement à la tête du gouvernement, le général Viola est hospitalisé pour des « symptômes d'hypertension » et le 22 décembre le général Galtieri prend la présidence de la République. « Je n'ai pas démissionné de mes fonctions pour raisons de santé. Il est évident pour tout le monde que j'ai été écarté² », déclare Roberto Eduardo Viola quelques jours plus tard.

De la restauration à la guerre contre l'étranger : la présidence de Galtieri

La destitution du général Viola a permis de mettre en œuvre un nouveau programme soutenu par la junte militaire, alors composée du général Leopoldo Galtieri, de l'amiral Jorge Anaya et du général de brigade Basilio Lami Dozo. Trois principes fondamentaux guidaienent cette nouvelle phase, présentée comme celle de la « restauration » du Processus : le retour à l'orthodoxie économique libérale, l'alignement sur la politique états-unienne grâce à « l'exportation » des méthodes répressives aux pays limitrophes et centro-américains³ et la constitution du MON.

Mais au début de l'année 1982, le régime doit contrer l'avancée de plusieurs fronts civils, ce qui le conduit à substituer à la « restauration » la « récupération » des îles Malouines. D'un côté, les organisations de droits de l'Homme réclamaient la publication de la liste des « détenus-disparus », sans que cette recherche de la « vérité » ne s'accompagne encore de plaintes en justice⁴. De l'autre, le 20 mars, l'As-

semblée multipartite lance un plan de mobilisation nationale, alors même que la Confédération générale du travail et les 62 organisations appelaient à une journée d'action le 30 mars.

Acculé, le gouvernement Galtieri se lance, le 2 avril 1982, dans la « récupération » des Malouines⁵, qui plonge l'opinion publique dans une parenthèse très similaire à celle du championnat du monde de football de 1978. Parmi les manifestations de soutien des organisations patronales, politiques, ecclésiastiques et syndicales, toutes unies pour l'occasion contre « l'impérialisme » et le « colonialisme britannique », l'Union civique radicale manifeste au gouvernement son « inconditionnelle solidarité », alors que Deolindo Bittel, vice-président du Conseil national du parti péroniste, déclare que « cet événement nous réunit tous, nous autres Argentins, et nous remplit de joie⁶ ». La Confédération générale du travail souligne, quand à elle, « l'esprit de liberté de tous les Argentins⁷ ». Et le général Galtieri, acclamé en place de Mai, affirme que « si l'Argentine est attaquée, elle devra alors partir au combat⁸ ».

Au cours du mois de mai, cependant, l'affrontement tourne définitivement à l'avantage des Britanniques. Finalement, le 15 juin, on annonce le début des « négociations », entre le général Menéndez, [le] gouverneur des îles, et le général Moore, chef des troupes anglaises. Le général Galtieri, loin d'accepter la défaite,

—

dication de « justice » et l'impératif de « mémoire » ; Hugo Vezzetti, *op. cit.*, p. 21-22.

(5) Au sujet de la guerre des Malouines et parmi les ouvrages les plus récents, voir Rosana Guber, *Por qué Malvinas?*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2001 ; Federico Lorenz, *Las guerras por Malvinas*, Buenos Aires, Edhsa, 2006 ; Vicente Palermo, *Sal en las heridas : las Malvinas en la cultura argentina contemporánea*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 2007.

(6) *La Nación*, 3 avril 1982.

(7) CGT : *el 30 de marzo y las Malvinas*, 6 avril 1982, cité dans Álvaro Abós, *Las organizaciones sindicales y el poder militar (1976-1983)*, Buenos Aires, CEAL, « Biblioteca Política Argentina, 60 », 1984, p. 140 *sq.*

(8) *La Nación*, 4 avril 1982.

promet de « réviser et corriger [...] tout ce qui est nécessaire tant sur le plan intérieur qu'extérieur¹ », spéculant ainsi sur la possibilité de négocier avec les dirigeants politiques civils.

Mais la défaite militaire avait transformé une « cause nationale » en « guerre absurde »². « Ce gouvernement doit s'en aller³ », réclame Raúl Alfonsín, le *leader* du courant radical Rénovation et changement et futur président de la République. La direction de l'armée de terre retire son soutien au général Galtieri. Bien que présenté publiquement comme une démission, son éloignement est le résultat d'un nouveau « auto-coup d'État », dirigé par le politicista Vaquero. « Je m'en vais parce que l'armée de terre ne me soutient plus dans ma politique, déclare Galtieri⁴. »

Le 22 juin, l'armée de terre assume « la responsabilité de conduire la politique du gouvernement national⁵ » et désigne le général Bignone à la tête de l'exécutif, ce qui précipite le départ de la marine et de l'armée de l'air du gouvernement tripartite.

La chute : la présidence de Bignone

Le 1^{er} juillet 1982, le général Reynaldo Bignone prend ses fonctions présidentielles, cherchant à « négocier⁶ » avec les civils la forme et le calendrier d'une « sortie politique » la moins coûteuse possible pour l'armée.

Après la recomposition de la junte à la fin du mois de septembre 1982, intégrant le général Nicolaides, le général de brigade Hughes et l'amiral Franco, l'armée entreprend une « purge en interne » visant les militaires ayant servi lors de la honteuse guerre des Malouines.

Le 11 novembre, une « commission inter-corps » dirigée par le général Benjamín Rattenbach est chargée « de réunir les éléments d'un procès, d'analyser et de conseiller la junte militaire sur la question des responsabilités politiques et stratégico-militaires lors du conflit de l'Atlantique-Sud⁷ ». L'enquête de la commission a des retombées bien plus lourdes que prévues. Elle provoque un affrontement « hiérarchique » entre les haut-gradés qui avaient donné les ordres et ceux de rang inférieur qui les avaient exécutés, non seulement lors de la guerre des Malouines, mais également lors de la phase antérieure dite de « massacre répressif ». Ce conflit fragilise jusqu'aux fondations de l'armée, sa cohésion, la discipline et le respect de l'autorité et peut être considéré comme la source des futurs soulèvements des *carapintadas*⁸.

Pendant ce temps, le général Bignone accélère le rapprochement avec les forces politiques et syndicales. Après avoir nommé des fonctionnaires civils à tous les postes ministériels, à l'exception de l'Intérieur, et confirmé que le Statut des partis politiques prévoyant un retour à l'État de droit au plus tard en mars 1984⁹ serait voté à la fin du mois, il annonce une revalorisation des salaires dans le but de maintenir une relative paix sociale.

Tous ces efforts de conciliation sont cependant rapidement mis à mal, en octobre 1982, par le « *show* de l'horreur », qui débute par une série d'exhumations de corps enterrés dans des tombes « NN », c'est-à-dire anonymes, situées dans différents cimetières. Ces découvertes conduisent les organisations des droits de l'Homme à passer de la revendication de la « vérité » à celle de la « justice »¹⁰, et accrois-

(1) *La Prensa*, 16 juin 1982.

(2) Rosana Guber, *op. cit.*, p. 107 *sq.*

(3) *La Nación*, 15 juin 1982.

(4) *Clarín*, 18 juin 1982.

(5) *La Nación*, 23 juin 1982.

(6) Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Laurence Whitehead (dir.), *Transiciones desde un gobierno autoritario*, Buenos Aires, Paidós, 1988, vol. 2, p. 22.

(7) *La Nación*, 12 novembre 1982.

(8) Entre 1987 et 1990 ont lieu quatre soulèvements militaires, connus comme les soulèvements *carapintadas* (littéralement, les « gueules peintes », en référence à la peinture utilisée pour se camoufler pendant ces tentatives de putsch).

(9) *La Nación*, 4 août 1982.

(10) Hugo Vezzetti, *op. cit.*, p. 21-22.

sent la légitimité de leurs demandes dans l'opinion publique.

Ce contexte critique conduit le régime à commettre une série de faux pas. Le premier d'entre eux a lieu le 12 novembre, avec le document Règles pour la concertation économique, politique et sociale énumérant les domaines dans lesquels le pouvoir militaire entendait « négocier » avec les civils, notamment « le dispositif et calendrier pour les futures élections et pour la remise du pouvoir [...] ; la lutte contre le terrorisme ; les disparus ; le Plan économique ; [...] le conflit des Malouines ; [...] le rôle constitutionnel de l'armée dans le prochain gouvernement national¹ ». Mais l'élite civile refuse la « concertation ». Le 17 novembre, l'Assemblée multipartite appelle à une manifestation nationale pour le 16 décembre ; le 25, les organisations des droits de l'Homme, unies derrière le slogan « procès et châtiment pour tous les coupables », effectuent une massive Marche pour la vie, et le 6 décembre, la grève générale décidée par les deux centrales syndicales paralyse toutes les activités du pays.

Le régime réprime brutalement le défilé de l'Assemblée multipartite, qui répond à cette répression par un document critique exigeant une « solution claire et nette à la question des disparus. Il est inadmissible que [...] l'on ait permis l'existence “d'excès dans la répression” et que l'on prétende aujourd’hui en faire porter la responsabilité aux institutions armées dans leur ensemble, au lieu de définir les différents degrés de responsabilité qui permettraient de les préserver [...]. L'issue sera d'autant moins pénible que la réponse apportée sera rapide et franche² ».

En dépit de leur ton combatif, les dirigeants politiques de l'opposition s'efforcent de for-

muler une proposition concrète à l'armée sur la question des disparus. Celle-ci anticipe déjà quelques éléments de la politique du futur gouvernement Alfonsín en matière de droits de l'Homme : la définition de différents « niveaux de responsabilité³ » et l'engagement de l'armée de se purger elle-même contre la promesse des civils de respecter l'institution⁴.

Mais le régime commet un nouvel impair en publiant deux documents qui ignorent les demandes d'explication de la classe politique. Le 29 avril 1983, le Document final sur la guerre contre la subversion et le terrorisme affirme que les « disparus » ne sont qu'une « conséquence du mode opératoire des terroristes » et nie l'existence de « lieux secrets de détention [ou] de détenus clandestins »⁵. La junte déclare :

« 1. que l'information et les explications contenues dans ce document représentent tout ce que l'armée possède sur le sujet et qu'elle les met à la disposition de la nation [...] ;

2. que [...] seul le jugement de l'Histoire pourra déterminer avec exactitude qui est directement responsable de l'utilisation de méthodes injustes et de la mort d'innocents⁶. »

Finalement, le 24 septembre, le régime rend publique une « loi d'auto-amnistie » :

« Article 1 : toutes les actions pénales concernant les délits commis dans un but terroriste ou

(3) Les « trois niveaux de responsabilité » permettent d'opérer une différence entre ceux qui ont ordonné la répression, ceux qui ont exécuté ces ordres avec zèle (« les coupables ») et ceux qui « n'ont fait qu'obéir » (« les innocents ») ; Paula Canelo, « La descomposición del poder militar en la Argentina : las fuerzas armadas durante las presidencias de Galtieri, Bignone y Alfonsín (1981-1987) », in Alfredo Pucciarelli (coord.), *Los años de Alfonsín*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2006, p. 65-114.

(4) Une des premières mesures de la politique militaire du général Alfonsín est de désigner le Conseil suprême de l'armée, dernière instance militaire, comme tribunal de première instance pour juger les membres des juntas. Voir Paula Canelo, « La descomposición del poder militar... », *op. cit.*, p. 87 sq.

(5) *La Nación*, 29 avril 1983.

(6) *Ibid.*

(1) Pautas para la concertación económica, política y social, 12 novembre 1982.

(2) *Clarín*, 17 décembre 1982 (nous soulignons).

subversif, depuis le 25 mai 1973 jusqu'au 17 juin 1982, sont déclarées éteintes. Le bénéfice de cette loi s'étend à tous les faits, par nature pénaux, liés à des actions destinées à prévenir, empêcher ou mettre un terme aux dites activités terroristes ou subversives^{1.} »

Si le document final avait reçu un accueil mitigé dans l'opinion publique, la loi d'autonomie fait l'unanimité ou presque contre le régime, occupant le centre du débat électoral. Le destin de la promesse démocratique se trouvait ainsi lié à la capacité de la Justice de saisir des crimes contre l'humanité, marquant ainsi d'un sceau particulier l'avenir de la société argentine à partir de 1983.

Réflexions finales

En opposition avec d'autres lectures, qu'elles soient économistes ou interprètent la dernière dictature militaire en date comme l'expression du mal ou du pouvoir absolu, nous avons démontré dans cet article que le Processus de réorganisation nationale a poursuivi un ensemble d'objectifs politiques ambitieux, dont la mise en œuvre a été rendu impossible par le très fort degré de fragmentation interne du régime. Pendant les premières années de celui-ci, seule l'armée a joui d'un fort degré de cohésion institutionnelle, fondée sur la « lutte contre la subversion » qui constituait en même temps son principal moyen de légitimation auprès de la société. Le « massacre répressif » a donc été le produit d'une décision politique, dont le but dépassait de loin la simple implantation d'un « nouveau modèle d'accumulation » et prétendait à une refonte intégrale de la société argentine.

Cependant, ce moyen de cohésion et de légitimation efficace présentait une limite d'importance : son efficacité exigeait son dépasse-

ment. L'armée s'est inévitablement vue obligée d'annoncer la fin de la « lutte antisubversive » et de s'atteler à la mise en œuvre des objectifs économiques et politiques du régime. Cela a contribué à révéler au grand jour et précoce-ment les profonds désaccords sur le sujet.

D'un côté, l'économie était devenue le terrain privilégié d'exercice de la politique. Et la politique économique a été le principal canal d'expression aussi bien des forces en lice à l'intérieur du régime que de l'opposition politique et syndicale. En ce qui concerne ces dernières, les liens de collaboration et les attentes de « convergence » avec l'armée – qui, dans nombre de cas, ne se limitaient pas à une simple stratégie de survie – l'ont empêchée d'aller au-delà d'une simple dénonciation du coût social des réformes économiques.

D'un autre côté, les militaires n'ont pas excellé dans le domaine politique, malgré la marge de manœuvre laissée par la suspension de l'activité politique, la nature des mesures répressives et l'opposition limitée des dirigeants syndicaux et politiques. La persistance des mythes, de la « démocratie retrouvée » tout d'abord, puis de la « communauté idéale sous la tutelle de la loi² » après la « judiciarisation » du terrorisme d'État ensuite, fait qu'une grande partie de la société argentine se voit toujours, depuis le retour à la démocratie en 1983, « terrassant » le régime militaire. Or ce dernier, sur le plan politique, n'a pratiquement pas eu besoin d'aide pour s'effondrer de lui-même.

La forte fragmentation du Processus a été accentuée par le choix d'un modèle institutionnel fondé sur la répartition tripartite du pouvoir et la suprématie de la junte militaire sur le président qui, choisi pour neutraliser les conflits internes, joue un rôle exactement inverse. Ce modèle institutionnel octroyait à chaque corps

(1) *La Nación*, 24 septembre 1983.

(2) Hugo Vezzetti, *op. cit.*, p. 109 sq.

d'armée un important pouvoir de veto sur les initiatives des autres et de l'ensemble, ce qui surimposait aux affrontements internes aux différents corps des conflits entre ceux-ci, transformant le régime en un véritable « Béhémoth à l'argentine¹ ». Ainsi est-il possible d'affirmer que c'est sur le plan politique, bien plus que sur tout autre plan, que s'est révélé le penchant particulier des militaires à régler leurs différends politiques à coup de sabotages, de veto et de critiques internes féroces, au risque de menacer l'issue même du Processus dans son ensemble. Tous ces facteurs ont contribué au fait que le projet politique définitif du régime soit étréci, tardif et finalement enseveli sous les décombres de l'économie.

Le bilan de la dernière dictature argentine est complexe. Bien que le Processus ait, nous l'avons dit, entraîné des changements irréversibles, plusieurs de ses objectifs affichés n'ont pas été atteints. De l'ambitieux dessein initial visant à une « refonte de la société », seul est resté le « succès » de la « guerre antisubversive », qui est devenu le principal héritage de la

dictature, non seulement en raison de ses effets politiques et sociaux dévastateurs, mais aussi parce qu'il restera, contre vents et marées, la principale source de cohésion institutionnelle de l'armée.

Pour celle-ci, l'effondrement du Processus signifie, entre autres, la perte du pouvoir qui lui avait permis de jouer, au moins depuis les années 1930, un rôle de premier ordre sur la scène politique nationale : la possibilité de s'ériger en arbitre des conflits au sein de la société. Mais il marque aussi le début d'une profonde crise de cette institution qui dure maintenant depuis vingt-cinq ans².

(traduit de l'espagnol par Stéphane Boisard)

Paula Caneo, Instituto de Altos Estudios Sociales (IDAES), 1017, Buenos Aires, Argentine.

Docteur en sciences sociales et chercheuse au CONICET, **Paula Caneo** enseigne dans différentes universités. Elle est spécialiste de l'histoire argentine contemporaine et vient de publier *El Proceso en su laberinto : la interna militar de Videla a Bignone* (Prometeo, 2008). (pvcaneo@yahoo.com)

(1) Jorge Dotti, *Carl Schmitt en Argentina*, Rosario, Homo Sapiens, 2000, p. 753.

(2) Je tiens à remercier les directeurs du numéro pour leur invitation, ainsi que Stéphane Boisard et Mariana Heredia pour leurs commentaires avisés, sans qu'ils puissent être tenus pour responsables des erreurs et des omissions qui se trouveraient dans ce travail.